

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden het contractontwerp over te leggen samen met het bewijs waarbij de instelling zich verbindt het contract te ondertekenen.

Art. 17. Terwijl hij het plan krachtens artikel 7 goedkeurt, bepaalt de Minister op advies van de technische ambtenaar en overeenkomstig artikel 6 het bedrag van de borgstelling en de termijn waarin het vormen van die bankgarantie bewezen moet worden.

Het bedrag van de borgstelling is gelijk aan het vermoedelijke bedrag van de kosten die ten laste van de openbare overheid zouden komen indien zij het plan ambtshalve zouden moeten uitvoeren of laten uitvoeren.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993.

Namen, 24 juni 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu,
G. LUTGEN

F. 93 — 1922

[C — 27344]

**24 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 25 juillet 1991, modifié par le décret du 17 décembre 1992 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 35, § 2;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Environnement dans ses attributions;
- 2° Office : l'Office régional wallon des Déchets;
- 3° Plan : le Plan wallon des Déchets, tel qu'approuvé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 adoptant le Plan 1991-1995 relatif à la prévention et à l'élimination des déchets en Région wallonne;
- 4° produit net de la taxe : produit de la taxe afférent à un exercice d'imposition, perçu avant le 31 mars de l'exercice qui suit, et diminué d'un montant équivalent à 10 % du produit de la taxe arrêté à cette date en vue de couvrir les frais de perception.

Art. 2. Il est accordé aux communes, une ristourne annuelle sur le produit net de la taxe sur les déchets ménagers lorsqu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies :

1° l'utilisation par la commune d'un parc à conteneurs, d'initiative communale ou intercommunale, approuvée par le Ministre, pour autant que ce parc soit opérationnel depuis six mois au moins lors de l'introduction de la demande et soit doté d'une infrastructure qui lui permette d'accueillir :

- a) les objets encombrants provenant de l'activité des ménages;
- b) les déchets inertes;
- c) les déchets provenant de l'entretien des parcs et jardins;
- d) au moins quatre types de déchets à choisir parmi la liste suivante :

les métaux ferreux et non ferreux, les plastiques, le verre, les papiers-cartons, les huiles usagées, les déchets spéciaux.

La commune est tenue de mettre tout en œuvre afin d'assurer la valorisation-matière des déchets valorisables;

2° l'organisation de la collecte séparée soit des produits compostables (produits humides), soit des déchets recyclables (produits secs) des ménages;

3° l'organisation par la commune, au moins quatre fois par an, d'une collecte de déchets spéciaux sur son territoire, à l'exception du cas où la Région wallonne supporte le coût global de ce service;

4° la mise en place par la commune d'un système pouvant accueillir régulièrement les déchets d'origine agricole (plastiques, emballages de produits phytopharmaceutiques et produits phytopharmaceutiques non utilisés), à condition que la commune mette tout en œuvre afin d'assurer la valorisation-matière de ces déchets;

5° l'organisation par la commune, au moins quatre fois par an, d'une collecte des objets encombrants des ménages sur tout son territoire;

6° la réalisation, par la commune, selon un plan approuvé par l'Office, de la réhabilitation d'un site pollué, non subsidiée par ailleurs;

7° l'organisation par la commune, au moins une fois l'an, d'une journée de sensibilisation de la population à la problématique des déchets et aux initiatives de la commune, de l'intercommunale et de la région, à inscrire dans le cadre de la semaine régionale de sensibilisation, ou l'organisation par la commune de journées de sensibilisation dans les écoles;

8° l'organisation par la commune d'un système de valorisation des déchets issus de l'entretien des parcs, abords et jardins non subsidié par ailleurs, ou l'adhésion à un tel système géré par l'intercommunale du ressort territorial auquel elle appartient;

9° l'implantation par la commune d'une décharge de classe 3 sur son territoire, ou l'adhésion à un réseau de décharges de classe 3 géré par ou à l'initiative de l'intercommunale de traitement de déchets du ressort territorial auquel elle appartient.

Pour bénéficier d'une ristourne, la commune est tenue d'informer la population sur les services proposés.

Art. 3. Il est accordé aux intercommunales qui exploitent le centre de traitement des déchets ménagers, conformément au Plan, une ristourne annuelle sur le produit net de la taxe sur les déchets ménagers si elles satisfont à toutes les conditions suivantes :

1° la présentation d'une comptabilité spécifique entrant en vigueur le 1er janvier 1994 permettant le calcul distinct des coûts des éventuelles opérations de collecte, de transfert, de tri, d'incinération et de mise en décharge;

2° la répercussion des coûts de traitement au prorata des habitants pour les frais fixes et des tonnages pour les frais variables;

3° la prise en compte par l'intercommunale des charges annuelles pour l'amortissement de la part non subsidiée des investissements globaux liés au centre de traitement;

4° l'engagement de l'intercommunale à ne pas répercuter les charges annuelles d'amortissement décrites au 3° dans les cotisations communales et ce, au prorata du montant de la ristourne.

Art. 4. A partir de l'année d'imposition 1994, le montant de la ristourne visée à l'article 2 est égal au montant des frais réellement supportés et dûment justifiés par la commune, sans pouvoir excéder cinquante pour cent du montant du produit annuel net de la taxe sur les déchets ménagers perçue sur le territoire de la commune. Le montant de la ristourne est plafonné à concurrence de 50 % du montant ristournable, pour couvrir les frais réellement supportés par la commune pour la réalisation des conditions visées à l'article 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 7° et 8°, et de 50 % maximum du montant ristournable, pour couvrir ceux réellement supportés par la commune pour la réalisation des conditions visées à l'article 2, 6° et 9°.

Art. 5. Le montant de la ristourne visée à l'article 3 est égal aux charges réelles de l'amortissement de la part non subsidiée des investissements liés au traitement des déchets ménagers, sans pouvoir excéder cinquante pour cent du montant total du produit net de la taxe sur les déchets ménagers perçue sur le territoire de l'ensemble des communes desservies par l'intercommunale.

Art. 6. Avant l'introduction de la demande de ristourne, la commune conclut avec le Ministre une convention conforme au modèle figurant en annexe I par laquelle elle s'engage à remplir une ou plusieurs des conditions visées à l'article 2 jusqu'à l'échéance du plan.

Avant l'introduction de la demande de ristourne, l'intercommunale conclut avec le Ministre une convention conforme au modèle figurant en annexe II, dans laquelle elle présente l'ensemble de ses projets d'investissement jusqu'à l'échéance du plan et par laquelle elle s'engage à respecter toutes les conditions visées à l'article 3 jusqu'à la même échéance.

Art. 7. § 1er. La demande de ristourne est introduite auprès du Ministre au cours du premier trimestre de l'année suivant celle pour laquelle la taxe est due.

§ 2. La ristourne est accordée par le Ministre, avant le 30 décembre de l'année suivant celle pour laquelle la taxe est due, sur le vu du rapport établi par le fonctionnaire dirigeant de l'Office sur la bonne exécution de la convention, sur la réalisation des conditions visées aux articles 2 et 3 et sur le respect, par la commune, des règles en matière de marchés publics.

Une réclamation auprès du Gouvernement wallon peut être introduite lorsque le Ministre refuse d'accorder la ristourne, en vue du réexamen de la demande.

La réclamation est introduite, à peine de nullité, auprès du Gouvernement wallon, par lettre recommandée dans un délai de vingt jours à compter de la notification du refus.

Le Gouvernement wallon statue dans un délai ne dépassant pas les nonante jours à dater de l'expiration du délai de réclamation.

Art. 8. Les ristournes sont imputées au budget de l'Office.

Le montant total par an des ristournes octroyées en vertu du présent arrêté ne peut dépasser celui du produit annuel net de la taxe.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif à la ristourne de la taxe est abrogé, à l'exception de ce qui concerne la ristourne relative aux exercices d'imposition 1992 et 1993.

Toutefois, les communes et les intercommunales qui souhaitent obtenir une ristourne pour les exercices d'imposition 1992 et 1993 sont tenues :

1° de conclure avec le Ministre une convention conforme au modèle figurant, selon le cas, à l'annexe I ou à l'annexe II;

2° d'introduire ou de compléter leur demande de ristourne pour l'exercice d'imposition 1992 au plus tard le 30 septembre 1993.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juin 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ANNEXE I

Convention entre la Région wallonne
et les communes relative à l'octroi de la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers (ci-après « l'arrêté »);

ENTRE D'UNE PART,

La Région wallonne représentée par M. G. LUTGEN, Ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, dont les bureaux sont sis square de Meeüs 35, à 1040 BRUXELLES,

Ci-après dénommée « la Région »,

ET D'AUTRE PART,

La commune de agissant sur décision de son conseil communal et représentée par M. (Mme), bourgmestre, et M. (Mme), secrétaire communal, Hôtel de Ville de et à

Ci-après dénommée « la commune »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Référence commune :

Adresse complète :

Téléphone :

N° compte bancaire :

Personne à contacter :

+ téléphone :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**Article 1er. Objet**

La présente convention a pour objet de définir :

— d'une part, un partenariat entre la commune et la Région wallonne en vue de l'application du Plan wallon des Déchets approuvé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 adoptant le Plan 1991-1995 relatif à la prévention et à l'élimination des déchets en Région wallonne;

— d'autre part, les droits et obligations respectifs des parties consécutifs à la mise en œuvre de l'arrêté.

Art. 2. Durée

Cette convention prend cours le jour de sa signature et s'achève à l'échéance du Plan wallon des Déchets 1991-1995, et au plus tard le 31 décembre 1995.

CHAPITRE II. — Droits et obligations des parties**Art. 3. Généralités**

La commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens et efforts nécessaires afin de contribuer à la réalisation du Plan wallon des Déchets, en ce qui concerne les actions dont elle est explicitement chargée.

Les actions environnementales entreprises par la commune font l'objet d'une information détaillée et régulière au public.

Art. 4.

1° Par la présente, la commune déclare avoir mené parmi les actions visées à l'article 2 de l'arrêté, et depuis le 1er janvier 199..., les actions suivantes (+ références légales) :

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)
- 8)
- 9)

2° De plus, la commune détermine parmi les actions visées à l'article 2 de l'arrêté, la ou les réalisations qu'elle entend mener jusqu'à l'échéance de la convention.

Ces actions sont les suivantes (+ références légales) :

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)
- 8)
- 9)

La commune s'engage à poursuivre la réalisation de ces actions jusqu'au terme de la présente convention. Une fois par an, elle peut proposer un avenant rendu nécessaire par la décision de réaliser des actions non encore programmées au moment de la signature de la présente.

Art. 5. En vue de bénéficier de la ristourne, la commune fournira annuellement les informations suivantes :

A. Parc à conteneurs :

A.I. Si la commune gère le ou les parcs à conteneurs (*) :

- 1) date d'ouverture du ou des parcs;
- 2) nature exacte des produits accueillis;
- 3) règlement de fonctionnement (heures d'ouverture, accueil population,...);
- 4) valeur de l'investissement total et montant de la participation communale dans cet investissement;
- 5) bilan par parc à conteneurs reprenant le montant et la nature des coûts et recettes engendrés par l'exploitation;
- 6) bilan masse-matière par parc et pièces probantes relatives à la valorisation-matière qui doit être réalisée en remettant les déchets récoltés directement ou indirectement à un professionnel de la récupération.

A.II. Si le ou les parcs sont gérés par plusieurs communes associées dans le cadre d'une convention passée entre elles (*) :

- 1) date d'ouverture du ou des parcs;
- 2) nature exacte des produits accueillis;
- 3) règlement de fonctionnement (heures d'ouverture, accueil population,...);
- 4) valeur de l'investissement total et montant de la participation communale dans cet investissement;
- 5) bilan par parc à conteneurs reprenant le montant et la nature des coûts et recettes engendrés par l'exploitation;
- 6) bilan masse-matière par parc et pièces probantes relatives à la valorisation-matière qui doit être réalisée en remettant les déchets récoltés directement ou indirectement à un professionnel de la récupération;
- 7) une copie de la convention;
- 8) la méthode de répartition de la prise en charge respective des frais par chaque commune.

A.III. Si le ou les parcs sont gérés par une intercommunale (*) :

- 1) date d'ouverture du ou des parcs;
- 2) nature exacte des produits accueillis;
- 3) règlement de fonctionnement (heures d'ouverture, accueil population,...);
- 4) valeur de l'investissement total et montant de la participation communale dans cet investissement; s'il échet :
- 5) une copie de la convention passée avec l'intercommunale;
- 6) un bilan économique reprenant les coûts et recettes engendrés par l'exploitation de l'ensemble des réseaux des parcs à conteneurs dont l'intercommunale assume la gestion;
- 7) un bilan masse-matière par parc à conteneurs, ainsi que des pièces probantes relatives à la valorisation-matière.

N.B. (*) faire choix de la formule correspondante : A.I., A.II. ou A.III.

B. Collecte séparée — collecte des déchets spéciaux :

- 1) Justificatifs des frais exposés (personnel, fonctionnement,...)
- 2) Pièces probantes relatives à la valorisation-matière et description des filières.

C. Déchets agricoles :

- 1) Justificatifs des frais exposés (personnel, fonctionnement,...);
- 2) Description des filières de valorisation;
- 3) Bilan valorisation-matière : tonnage collecté — tonnage valorisé;
- 4) Pièces probantes relatives à la valorisation-matière.

D. Encombrants :

- 1) Justificatifs des frais exposés (personnel, fonctionnement,...);
- 2) Preuve des 4 collectes annuelles exigées (factures de la mise en décharge).

N.B. Le montant des factures ne peut excéder 90 francs par habitant par an pour l'ensemble des 4 collectes. Ce montant pourra être révisé.

E. Plan de réhabilitation — réhabilitation :

- 1) Plan de réhabilitation;
- 2) Justificatifs des frais exposés (personnel, étude hydrogéologique, relevé topographique, travaux, ...);
- 3) Preuve de l'approbation et de l'exécution du plan;
- 4) Preuve des mesures réglementaires prises en vue de mettre fin à tous dépôts sauvages ou autres dépotoirs sur le territoire de la commune.

F. Décharges de classe 3 :

- 1) Justificatifs des frais exposés (travaux d'installation, frais d'études,...);
- 2) Pièces probantes de la gestion d'une décharge de classe 3 ou de l'affiliation à un réseau de décharges de classe 3.

G. Déchets parcs, abords et jardins :

- 1) Justificatifs des frais exposés;
- 2) Description des filières;
- 3) Quantités traitées.

H. Information population :

- 1) Justificatifs des frais exposés;
- 2) Preuve des modes de diffusion utilisés et du contenu de l'information;
- 3) Fréquence de la diffusion;
- 4) Pourcentage de la population touché par l'information;
- 5) Preuve de la diffusion du plan communal de traitement des déchets.

Art. 6. En sus des informations visées à l'article 5, la commune fournira annuellement la liste de toutes les interventions financières dont elle a bénéficié de la part de la Région wallonne en matière d'environnement ainsi que leurs montants (subsides A.C.S., subvention,...).

Fait en exemplaires, chacune des parties déclarant ayant reçu le sien.

Le
Pour la Commune,
Le Bourgmestre,

Le secrétaire communal,

Pour la Région wallonne,
G. LUTGEN
Ministre de l'Agriculture,

des Ressources naturelles et de l'Environnement

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEALS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ANNEXE II

Convention entre la Région wallonne
et les intercommunales relative à l'octroi de la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers (ci-après « l'arrêté »);

ENTRE D'UNE PART,

La Région wallonne, représentée par M. G. LUTGEN, Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, square de Meeûs 35, à 1040 BRUXELLES,

ci-après dénommée « La Région »;

ET D'AUTRE PART,

l'intercommunale
représentée par M. ou Mme, président, agissant sur décision du conseil d'administration du
ci-après dénommée « l'intercommunale »;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Référence intercommunale

Nom :

Adresse complète :

Téléphone :

N° compte bancaire :

Personne à contacter :

+ téléphone :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Objet

La présente convention a pour objet de définir :

— d'une part, un partenariat entre l'intercommunale et la Région wallonne en vue de la réalisation du Plan wallon des Déchets approuvé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 adoptant le Plan 1991-1995 relatif à la prévention et à l'élimination des déchets en Région wallonne;

— d'autre part, les droits et obligations respectifs des parties, consécutifs à la mise en œuvre de l'arrêté.

Art. 2. Durée de la convention

Cette convention prend cours le jour de sa signature et s'achève à l'échéance du Plan wallon des Déchets, et au plus tard le 31 décembre 1995.

CHAPITRE II. — Droits et obligations des parties

Art. 3. Généralités

L'intercommunale s'engage à mettre en œuvre tous les moyens et efforts nécessaires afin de contribuer à la réalisation du Plan wallon des Déchets.

Afin d'arriver à répondre aux desiderata de la population et aux objectifs de prévention, de recyclage et de traitement des déchets, l'intercommunale définit sa propre politique en matière de gestion des déchets. Cette politique intègre les engagements issus de la présente convention. Elle est adoptée par une délibération du conseil d'administration. Le procès-verbal de cette délibération est repris en annexe de la présente convention et fait l'objet d'une information auprès des autorités des communes associées.

Art. 4. L'intercommunale s'engage à respecter toutes les conditions visées à l'article 3 de l'arrêté à dater du 1er janvier 199... jusqu'au terme de la présente convention.

Le bénéfice de la ristourne relative à l'année 1992 est lié à l'engagement susvisé.

Art. 5. En vue de bénéficier de la ristourne, l'intercommunale fournira annuellement les informations suivantes :

1° un compte d'exploitation reprenant les montants séparés des coûts des opérations visées à l'article 3, 1°, de l'arrêté;

2° une copie de la délibération du conseil d'administration organisant la facturation des coûts de traitement aux communes, au prorata des habitants pour les frais fixes, et des tonnages pour les frais variables, étant entendu que les frais variables recouvrent au moins :

- poste de consommation : électricité, eau, fuel, téléphone, poste, petit matériel et outillage,...;
- frais de personnel : salaire, sécurité sociale, frais d'entretien,...;
- frais de grosse réparation des installations de traitement;
- coût d'élimination des résidus de traitement;

3° la preuve de la prise en compte par l'intercommunale des charges annuelles pour l'amortissement de la part non subsidiée des investissements globaux liés au centre de traitement, et parallèlement de la non-répercussion de ces charges dans les cotisations communales au prorata du montant de la ristourne obtenue;

4° un rapport approuvé par le réviseur comptable contenant, sur base du compte final des investissements :

- la valeur du ou des bien(s) subsidié(s) par la Région wallonne ainsi que la nature et le montant du ou des subside(s) obtenu;
 - la valeur résiduelle de la partie non subsidiée au 31 décembre de l'année précédant celle de la demande de ristourne;
- et attestant que :
- la durée minimum de l'amortissement pour l'électromécanique est de quinze ans et pour le génie civil, de vingt ans;
 - le montant des provisions pour cause de réparations prises en compte pour la ristourne n'excède pas 2 % de la part non subsidiée des parties électromécaniques et 0,5 % de la part non subsidiée des parties de génie civil;

5° un bilan annuel des investissements et actions réalisées par l'intercommunale dans le cadre de la présente convention ainsi qu'une note justificative des investissements et actions prévus qui n'ont pas été réalisés.

Fait en exemplaires, chacune des parties déclarant avoir reçu le sien.

Le

Pour l'intercommunale,

Le Président,

Le secrétaire,

Pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1922

[C — 27344]

24. JUNI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1992, insbesondere des Artikels 35 § 2;

Aufgrund des am 11. Mai 1993 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

2° « Amt » : das « Office régional wallon des Déchets » (Wallonische regionale Amt für Abfälle);

3° « Plan » : den Wallonischen Abfallbeseitigungsplan, so wie er durch den Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom 4. Juli 1991 zur Annahme des Plans 1991-1995 für die Vermeidung und die Beseitigung der Abfälle in der Wallonischen Region genehmigt worden ist;

4° « Nettoaufkommen der Abgabe » : Aufkommen der Abgabe, das mit einem Steuerjahr verbunden ist, dem 31. März des folgenden Jahres erhoben wird, und von dem ein Prozentsatz von 10 % des zu diesem Zeitpunkt abgeschlossenen Aufkommens, der den Erhebungskosten entspricht, abgezogen wird.

Art. 2. Den Gemeinden wird eine jährliche Rückvergütung auf das Nettoaufkommen der Abgabe für Hausmüll bewilligt, wenn eine oder mehrere der folgenden Bedingungen erfüllt sind :

1° Die Gemeinde benutzt einen auf Initiative der Gemeinde bzw. einer Interkommunale errichteten Containerepark mit der Genehmigung des Ministers, sofern dieser Park bei der Einreichung des Antrags seit mindestens sechs Monaten funktionsfähig ist und mit einer Infrastruktur ausgestattet ist, durch die folgendes aufgenommen werden kann :

a) Sperrmüll aus Haushaltungen;

b) inerte Abfälle;

c) Abfälle aus der Pflege von Parks und Gärten;

d) mindestens vier Arten von Abfällen, die in folgender Liste, zu wählen sind :

eisenhaltige Metalle und Nichteisenmetalle, Kunststoff, Glas, Papier-Pappe, Altöl, Sonderabfälle.

Die Gemeinde muß alles einsetzen, damit die Materialrückgewinnung der verwertbaren Abfälle gewährleistet wird;

2° es wird eine getrennte Sammlung entweder der kompostierten Stoffe (feuchte Stoffe) oder der aufbereitbaren Abfälle (Trockenstoffe) aus den Haushalten organisiert;

3° mindestens viermal im Jahr organisiert die Gemeinde eine Sammlung von Sonderabfällen auf ihrem Gebiet; dies gilt nicht, wenn die Wallonische Region für die gesamten Kosten dieser Dienstleistung aufkommt;

4° die Gemeinde führt ein System zur regelmäßigen Aufnahme von Abfällen landwirtschaftlicher Herkunft (Kunststoff, Verpackungen von Phytopharmaka und ungenutzten Phytopharmaka) ein, sofern die Gemeinde alles einsetzt, damit die Materialrückgewinnung dieser Abfälle gewährleistet wird;

5° mindestens viermal im Jahr organisiert die Gemeinde eine Sammlung des Sperrmülls aus den Haushalten auf ihrem gesamten Gebiet;

6° die Gemeinde nimmt die ansonsten nicht bezuschusste Sanierung eines verschmutzten Geländes gemäß einem vom Amt genehmigten Plan vor;

7° mindestens einmal im Jahr organisiert die Gemeinde einen Tag, an dem die Bevölkerung für die Abfallproblematik und die kommunalen, interkommunalen und regionalen Initiativen im Rahmen der regionalen Sensibilisierungswoche sensibilisiert werden soll, oder sie organisiert Sensibilisierungstage in den Schulen;

8° die Gemeinde organisiert eine Rückgewinnung der außerdem nicht bezuschusteten Abfälle aus der Pflege von Parks, Zügelungen und Gärten oder tritt einem solchen System bei, das von der Interkommunale des Bereiches, dem sie angehört, geführt wird;

9° die Gemeinde siedelt eine Deponie 3. Klasse auf ihrem Gebiet an oder tritt einem Netz von Deponien 3. Klasse bei, das von der Interkommunale der Abfallaufarbeitung des Bereiches, dem sie angehört, oder auf deren Initiative geführt wird.

Die Gemeinde muß die Bevölkerung über die vorgeschlagenen Dienstleistungen informieren, um eine Rückvergütung zu erhalten.

Art. 3. Den Interkommunalen, die die Aufbereitungsanlage für den Hausmüll betreiben, wird gemäß des Planes eine jährliche Rückvergütung auf das Nettoaufkommen der Abgabe für Hausmüll bewilligt, wenn sie allen folgenden Bedingungen genügen :

1° sie müssen eine ab dem 1. Januar 1994 geltende spezifische Buchführung vorlegen, durch die die Kosten der eventuellen Sammlung, Überführung, Sortierung, Verbrennung und Ablagerung getrennt berechnet werden können;

2° die Aufbereitungskosten müssen für die festen Kosten im Verhältnis zu der Einwohnerzahl und für die veränderlichen Kosten im Verhältnis zu den Abfallmengen überwältigt werden;

3° die Interkommunale muß die jährlichen Lasten für die Amortisation des nichtbezuschusteten Teils der gesamten Investitionen bezüglich der Aufbereitungsanlage berücksichtigen;

4° die Interkommunale muß sich verpflichten, die in Nr. 3 beschriebenen Lasten für die Amortisation nicht auf die Gemeindebeiträge zu überwälzen, und zwar im Verhältnis zu dem Betrag der Rückvergütung.

Art. 4. Ab dem Steuerjahr 1994 entspricht der Betrag der in Artikel 2 erwähnten Rückvergütung fünfzig Prozent den effektiv von der Gemeinde getragenen und ordnungsmäßig von ihr bewiesenen Kosten, wobei er 50 Prozent des Betrags des jährlichen Nettoaufkommens der auf dem Gebiet der Gemeinde erhobenen Abgabe für Hausmüll nicht überschreiten darf. Der Betrag der Rückvergütung wird bis zur Höhe von 50 Prozent des rückvergütenden Betrags zur Deckung der effektiv von der Gemeinde getragenen Kosten für die Ausführung der in Artikel 2 1° 2° 3° 4° 5° 7° und 8° und auf höchstens 50 Prozent des rückvergütenden Betrags zur Deckung der effektiv von der Gemeinde getragenen Kosten für die Ausführung der in Artikel 2, 6° und 9° beschränkt.

Art. 5. Der Betrag der in Artikel 3 erwähnten Rückvergütung entspricht den Realkosten für die Amortisation des nichtbezuschusteten Teils der Investitionen, die mit der Aufbereitung des Hausmülls verbunden sind, wobei er 50 Prozent des Betrags des jährlichen Nettoaufkommens der auf dem Gebiet aller von der Interkommunale entsorgten Gemeinden erhobenen Abgabe für Hausmüll nicht überschreiten darf.

Art. 6. Vor der Einreichung des Antrags auf Rückvergütung trifft die Gemeinde mit dem Minister eine dem in Anlage I stehenden Muster entsprechende Vereinbarung, deren Laufzeit derjenigen des Plans entspricht und in der sie sich verpflichtet, die in Artikel 2 vorgesehenen einzuhalten.

Vor der Einreichung des Antrags auf Rückvergütung trifft die Interkommunale mit dem Minister eine dem in Anlage II stehenden Muster entsprechende Vereinbarung, in der die gesamten geplanten Investitionen für die Laufzeit des Plans näher ausgeführt werden und in der die Interkommunale sich verpflichtet, alle in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen einzuhalten.

Art. 7. § 1. Der Antrag auf Rückvergütung wird beim Minister im Laufe des ersten Quartals des Jahres nach demjenigen, für das die Abgabe zu entrichten ist, eingereicht.

§ 2. Die Rückvergütung wird vor dem 30. Dezember des Jahres nach demjenigen, für das die Abgabe zu entrichten ist, vom Minister bewilligt, nachdem er den Bericht, den der leitende Beamte des Amtes bezüglich der sachgerechten Ausführung der Vereinbarung erstellt hat, geprüft hat und überprüft hat, ob die in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Bedingungen erfüllt sind und die im Bereich der öffentlichen Aufträge geltenden Regeln von der Gemeinde eingehalten worden sind.

Wenn der Minister sich weigert, die Rückvergütung zu gewähren, kann eine Beschwerde bei der Wallonischen Regierung im Hinblick auf die erneute Prüfung des Antrags eingereicht werden.

Die Beschwerde wird binnen zwanzig Tagen nach der Mitteilung der Verweigerung bei der Wallonischen Regierung eingereicht, andernfalls ist sie ungültig.

Die Wallonische Regierung entscheidet binnen einer Frist von höchstens neunzig Tagen nach Ablauf der Beschwerdefrist.

Art. 8. Die Rückvergütungen gehen zu Lasten des Haushalts des Amtes.

Der jährliche Gesamtbetrag der aufgrund des vorliegenden Erlasses bewilligten Rückvergütungen darf nicht denjenigen des jährlichen Nettoaufkommens der Abgabe überschreiten.

Art. 9. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll wird aufgehoben, mit Ausnahme dessen, das die Steuerjahre 1992 und 1993 betrifft.

Die Gemeinden und die Interkommunalen, die eine Rückvergütung für die Steuerjahre 1992 und 1993 erhalten möchten, sind jedoch verpflichtet :

1° mit dem Minister eine dem je nach Fall in Anlage I bzw. Anlage II stehenden Muster entsprechenden Vereinbarung zu treffen;

2° ihren Antrag auf Rückvergütung für das Steuerjahr 1992 spätestens am 30. September 1993 einzureichen oder zu erfüllen.

Art. 10. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juni 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

ANLAGE I

Vereinbarung zwischen der Wallonischen Region
und den Gemeinden über die Gewährung der Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll (hierunter den « Erlaß » genannt);

Zwischen

der Wallonischen Region, vertreten von Herrn G. Lutgen, Minister der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, dessen Büros Square de Meeüs 35, in 1040 Brüssel gelegen ist,

hierunter « die Region » genannt,

und der Gemeinde von , die auf Beschluß
ihres Gemeinderates handelt und von Herrn (Frau) ;
Bürgermeister, und von Herrn (Frau) , Gemeindesekretär,
vertreten wird, hierunter « die Gemeinde » genannt,

WIRD DAS FOLGENDE VEREINBART :

Gemeinsames Aktenzeichen :

Ausführliche Anschrift :

Tel. :

Bankkonto :

Zu kontaktierende Person :

Tel. :

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Die vorliegende Vereinbarung soll die Bedeutung des Folgenden geben :

— einerseits der Zusammenarbeit zwischen der Gemeinde und der Wallonischen Region zwecks der Anwendung des Wallonischen Abfallbeseitigungsplans, der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1991 zur Annahme des Plans 1991-1995 für die Vermeidung und die Beseitigung der Abfälle in der Wallonischen Region genehmigt wurde;

— andererseits, der beiderseitigen Rechte und Verpflichtungen der Parteien, die eine Folge der Durchführung des Erlasses sind.

Art. 2. Dauer

Diese Vereinbarung tritt am Tag seiner Untersreibung in Kraft und am Verfalldatum des Wallonischen Abfallbeseitigungsplans 1991-1995 und spätestens am 31. Dezember 1995 außer Kraft.

KAPITEL II. — Rechte und Verpflichtungen der Parteien

Art. 3. Allgemeines

Die Gemeinde verpflichtet sich, die gesamten erforderlichen Mittel und Anstrengungen einzusetzen, um zur Ausführung des Wallonischen Abfallbeseitigungsplans beizutragen, was die Aktionen, mit denen sie eindeutig beauftragt ist, betrifft.

Die von der Gemeinde durchgeführten Aktionen betreffend die Umwelt sind Gegenstand einer ausführlicher und regelmäßiger Informierung der Öffentlichkeit.

Art. 4.1^o Die Gemeinde erklärt hiermit, unter den in Artikel 2 des Erlasses erwähnten Aktionen und seit dem 1. Januar 199.. die folgenden Aktionen (+ gesetzliche Kennzeichen) durchgeführt zu haben.

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)
- 8)
- 9)

2^o Außerdem bestimmt die Gemeinde unter den in Artikel 2 des Erlasses erwähnten Aktionen die Ausführung bzw. Ausführungen, die sie bis zum Verfalldatum der Vereinbarung vorzunehmen beabsichtigt.

Diese Aktionen sind die folgenden (+ gesetzliche Kennzeichen) :

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)
- 8)
- 9)

Die Gemeinde verpflichtet sich, die Durchführung dieser Aktionen bis zum Verfalldatum der vorliegende Vereinbarung weiterzuführen. Einmal im Jahr kann sie einen Zusatz vorschlagen, der infolge des Beschlusses von zum Zeitpunkt der Unterschreibung der vorliegenden noch nicht programmierte Aktionen durchzuführen, erforderlich worden ist.

Art. 5. Um in den Genuß der Rückvergütung zu kommen wird die Gemeinde jährlich die folgenden Informationen angeben :

A. Containerparks :

A.I. Wenn die Gemeinde den bzw. die Containerparks führt (*) :

- 1) das Öffnungsdatum des bzw. der Containerparks;
- 2) die genaue Natur der angenommenen Produkte;
- 3) die Regelung der Arbeitsweise (Öffnungszeiten, Empfang der Bevölkerung, ...);
- 4) den gesamten Investierungswert und den Betrag der gemeindlichen Beteiligung an dieser Investierung;
- 5) die Bilanz pro Containerpark, die den Betrag und die Natur der von der Betreibung verursachten Kosten und Einnahmen angibt;
- 6) die « Masse-Stoff »-Bilanz pro Park und die Beweisstücke betreffend die Materialrückgewinnung, die durch die Übergabe der angenommenen Abfälle direkt oder indirekt an einen Fachman der Rückgewinnung durchgeführt werden soll.

A.II. Wenn der bzw. die Parks von mehreren Gemeinden geführt werden, die im Rahmen einer zwischen ihnen abgeschlossenen Vereinbarung vereinigt sind (*) :

- 1) das Öffnungsdatum des bzw. der Containerparks;
- 2) die genaue Natur der angenommenen Produkte;
- 3) die Regelung der Arbeitsweise (Öffnungszeiten, Empfang der Bevölkerung, ...);
- 4) den gesamten Investierungswert und den Betrag der gemeindlichen Beteiligung an dieser Investierung;
- 5) die Bilanz pro Containerpark, die den Betrag und die Natur der von der Betreibung verursachten Kosten und Einnahmen;
- 6) die « Masse-Stoff »-Bilanz pro Park und die Beweisstücke betreffend die Materialrückgewinnung, die durch die Übergabe der angenommenen Abfälle direkt oder indirekt an einen Fachman der Rückgewinnung durchgeführt werden soll.
- 7) eine Abschrift der Vereinbarung;
- 8) die Verteilungsmethode der jeweiligen Übernahme der Kosten durch jede Gemeinde.

A.III. Wenn der bzw. die Parks von einer Interkommunale geführt werden (*) :

- 1) das Öffnungsdatum des bzw. der Containerparks;
- 2) die genaue Natur der angenommenen Produkte;
- 3) die Regelung der Arbeitsweise (Öffnungszeiten, Empfang der Bevölkerung, ...);
- 4) den gesamten Investierungswert und den Betrag der gemeindlichen Beteiligung an dieser Investierung; und ggf. :
- 5) eine Abschrift der mit der Interkommunale abgeschlossenen Vereinbarung;
- 6) eine wirtschaftliche Bilanz unter Angabe der Kosten und Einnahmen, die von der Betreibung der gesamten Netze der von der Interkommunale geführten Containerparks verursacht werden;
- 7) die « Masse-Stoff »-Bilanz pro Containerpark und die Beweisstücke betreffend die Materialrückgewinnung.

NB : (*) Die entsprechende Formel auszuwählen : AI, AII, AIII.

B. Getrennte Sammlung — Sammlung von Sonderabfällen :

- 1) die Belegen der gemachten Unkosten (Personal, Betreibung, ...);
- 2) die Beweisstücke betreffend die Materialrückgewinnung und Beschreibung der Abläufe.

C. Abfällen landwirtschaftlicher Herkunft :

- 1) die Belegen der gemachten Unkosten (Personal, Betreuung,...);
- 2) die Beschreibung der Rückgewinnungsabläufe;
- 3) die « Materialrückgewinnung »-Bilanz : gesammelte Abfallmenge — aufgewertete Abfallmenge;
- 4) die Beweisstücke betreffend die Materialrückgewinnung.

D. Sperrmülle :

- 1) die Belegen der gemachten Unkosten (Personal, Betreuung,...);
- 2) den Beweis der vier vorgeschriebenen jährlichen Sammlungen (Rechnungen der Müllablagerungen).

NB : Der Betrag der Rechnungen darf 90 BEF pro Jahr und pro Einwohner für die gesamten vier Sammlungen nicht überschreiten. Dieser Betrag kann angepaßt werden.

E. Sanierungsplan — Sanierung :

- 1) den Sanierungsplan
- 2) die Belegen der gemachten Unkosten (Personal, hydrogeologische Studie, topographische Aufnahme, Arbeiten,...);
- 3) den Beweis der Genehmigung und der Ausführung des Planes;
- 4) den Beweis der Verordnungsmaßnahmen, die zwecks der Beseitigung aller wilden Müllabladeplätze oder anderer Müllkippen auf dem Gebiet der Gemeinde, getroffen worden sind.

F. Deponien Klasse 3. :

- 1) die Belegen der gemachten Unkosten (Installierungsarbeiten, Studienkosten,...);
- 2) die Beweisstücke betreffend die Führung einer Deponie Klasse 3. oder die Zugehörigkeit zu einem Netz von Deponien Klasse 3.

G. Abfälle von Parken, Zugängen und Gärten :

- 1) die Belegen der gemachten Unkosten;
- 2) die Beschreibung der Aufwertungsabläufe;
- 3) die aufbereiteten Mengen.

H. Informierung der Bevölkerung :

- 1) die Belegen der gemachten Unkosten;
- 2) den Beweis der benutzten Verbreitungsmethoden und des Inhalts der Information;
- 3) die Häufigkeit der Verbreitung;
- 4) den Prozentsatz der von der Information betroffenen Bevölkerung;
- 5) den Beweis der Verbreitung des Gemeindeplans betreffend die Abfallverarbeitung.

Art. 6. Zusätzlich zu den in Artikel 5 erwähnten Informationen wird die Gemeinde jährlich die Liste der gesamten finanziellen Beteiligungen, die sie von der Wallonischen Region in Sachen Umwelt (Zuschüsse für bezuschusstes Vertragspersonal, Subvention, ...) bekommen hat, sowie deren Beträge angeben.

In siebenfacher Ausfertigung; jede der Partei erklärt, ihr Exemplar bekommen zu haben.

Den

Für die Gemeinde,
Der Bürgermeister,

Für die Wallonische Region,

G. LÜTGEN
Minister der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt.

Der Gemeindesekretär,

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll beigefügt zu werden.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

ANLAGE II

Vereinbarung zwischen der Wallonischen Region
und den Interkommunalen über die Gewährung der Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll (hierunter den « Erlaß » genannt);

Zwischen

der Wallonischen Region, vertreten von Herrn G. Lutgen, Minister der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, dessen Büros Square de Meeüs 35, in 1040 Brüssel gelegen ist,

hierunter « die Region » genannt,

und der Interkommunale von vertreten von Herrn oder Frau

Vorsitzender, der auf Beschluß des Verwaltungsrates von handelt, hierunter « die Interkommunale » genannt,

Wird das folgende vereinbart :

Aktenzeichen der Interkommunale :

Name :

Ausführliche Anschrift :

Tel. :

Bankkonto :

Zu kontaktierende Person :

Tel. :

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1. Die vorliegende Vereinbarung soll die Bedeutung des Folgenden geben :

- einerseits der Zusammenarbeit zwischen der Interkommunale und der Wallonischen Region zwecks der Anwendung des Wallonischen Abfallbeseitigungsplans, der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1991 zur Annahme des Plans 1991-1995 für die Vermeidung und die Beseitigung der Abfälle in der Wallonischen Region genehmigt wurde;
- andererseits, der beiderseitigen Rechte und Verpflichtungen der Parteien, die eine Folge der Durchführung des Erlasses sind.

Art. 2. Dauer

Diese Vereinbarung tritt am Tag seiner Untersreibung in Kraft und am Verfalldatum des Wallonischen Abfallbeseitigungsplans und spätestens am 31. Dezember 1995 außer Kraft.

KAPITEL II. — *Rechte und Verpflichtungen der Parteien*

Art. 3. Allgemeines

Die Gemeinde verpflichtet sich, die gesamten erforderlichen Mittel und Anstrengungen einzusetzen, um zu der Ausführung des Wallonischen Abfallbeseitigungsplans beizutragen.

Um den Wünschen der Bevölkerung nachzukommen und den Verbeugungs-, Recyclings- und Abfallverarbeitungszielen zu erreichen bestimmt die Interkommunale ihre eigene Politik in Sachen Verwaltung der Abfälle. Diese Politik integriert die aus der vorliegenden Vereinbarung entstandenen Verpflichtungen. Sie wird durch einen Beschluß des Verwaltungsrates angenommen. Das Protokoll dieses Beschlusses wird als Anlage der vorliegenden Vereinbarung eingefügt und ist Gegenstand einer Informierung der Behörden der betroffenen Gemeinden.

Art. 4. Die Interkommunale verpflichtet sich, die gesamten in Artikel 3 des Erlasses erwähnten Bedingungen vom 1. Januar 199... bis zum Verfalldatum der vorliegenden Vereinbarung einzuhalten.

Der Genuß der Rückvergütung betreffend das Jahr 1992 wird mit der vorerwähnten Verpflichtung verbunden.

Art. 5. Um in den Genuß der Rückvergütung zu kommen wird die Interkommunale jährlich die folgenden Informationen vorlegen :

1° eine Betriebsrechnung zusammen mit den getrennten Kostenbeträgen der in Artikel 3 1° des Erlasses erwähnten Aktionen;

2° eine Abschrift des Beschlusses des Verwaltungsrates zur Organisation der Berechnung der Aufbearbeitungskosten an die Gemeinden im Verhältnis zu der Einwohnerzahl für die festen Kosten und zu der Abfallmengen für die veränderlichen Kosten, wobei als vereinbart gilt, daß die veränderlichen Kosten mindestens das folgende decken :

- Verbrauchungsposten : Strom, Wasser, Heizöl, Telefon, Post, kleines Material und Handwerkzeug, ...
- Personalkosten : Lohn, Soziale Sicherung, Unterhaltungskosten, ...

- Kosten der großen Reparaturen der Aufbereitungsanlagen;
- Kosten der Beseitigung der Aufbereitungsrückstände;

3° den Beweis der Übernahme durch die Interkommunale der jährlichen Lasten für die Amortisation des nichtbezuschußten Teils der gesamten Investitionen bezüglich der Aufbereitungsanlage und daneben der Nichtrückwirkung dieser Lasten auf die gemeindlichen Beiträge im Verhältnis zu der erhaltenen Rückvergütung;

4° einen vom Revisor-Buchhalter genehmigten Bericht, der auf der Grundlage eines Schlußkontos der Investitionen das folgende beinhaltet :

- den Wert des bzw. der durch die Wallonische Region bezuschußten Güter sowie die Natur und den Betrag des bzw. der erhaltenen Zuschüsse ;
- den Restbetrag des Teils, das am 31. Dezember des Jahres vor dem Jahr des Antrags auf Rückvergütung nicht bezuschußt wird;

und der das folgende bestätigt :

- daß die Amortisation für die Elektromechanik mindestens fünfzehn Jahre und für das Bauwesen mindestens zwanzig Jahre dauert;
- daß den Betrag der Vorschüsse wegen der für die Rückvergütung berücksichtigten Reparaturen 2 % des nichtbezuschußten Teils der elektromechanischen Teile und 0,5 % des nichtbezuschußten Teils der Bauwesensteile nicht überschreitet;

5° eine jährliche Bilanz der durch die Interkommunale im Rahmen der vorliegenden Vereinbarung ausgeführten Investitionen und Aktionen sowie ein Beweisstück für die vorgesehenen Investitionen und Aktionen, die nicht ausgeführt worden sind.

In ... facher Ausfertigung; jede der Partei erklärt, ihr Exemplar bekommen zu haben.

Den

Für die Interkommunale,
Der Vorsitzende,

Für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Der Sekretär,

Minister der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll beigelegt zu werden.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 1922

[C — 27344]

24 JUNI 1993. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juli 1991, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 35, § 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 mei 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort;

2° « Office » (Dienst) : de « Office régional wallon des Déchets » (Waalse Regionale Dienst voor Afvalstoffen);

3° plan : het « Plan wallon des Déchets » (Waal Plan voor Afvalstoffen) zoals goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 houdende goedkeuring van het Plan 1991-1995 betreffende de voorkoming en de verwijdering van afvalstoffen in het Waalse Gewest;

4° netto-opbrengst van de belasting : de op een aanslagjaar slaande opbrengst van de belasting geïnd vóór 31 maart van het volgende boekjaar en verminderd met een bedrag dat gelijk is aan 10 % van de op die datum vastgestelde opbrengst van de belasting met het oog op de dekking van de inningskosten.

Art. 2. De gemeenten genieten een jaarlijkse korting op de netto-opbrengst van de huisvuilbelasting wanneer zij voldoen aan één of aan meer dan één van de volgende voorwaarden :

1° het door de Minister goedgekeurd gebruik door de gemeente van een op gemeentelijk of intercommunale initiatief opgericht containerpark, voor zover dat park bij de indiening van de aanvraag sinds minstens zes maanden operationeel is en van een infrastructuur voorzien is die het de mogelijkheid biedt om volgende afvalstoffen op te vangen :

a) grof huisvuil afkomstig van de activiteiten van de gezinnen;

b) inerte afvalstoffen;

c) afvalstoffen afkomstig van het onderhoud van parken en tuinen;

d) minstens vier soorten afvalstoffen te kiezen uit de volgende lijst : ferro- en non-ferro-metalen, plastic, glas, papier-karton, afvalolie, bijzondere afval.

De gemeente dient alles in het werk te stellen om te zorgen voor de valorisatie-materie van de valoriseerbare afval;

2° de organisatie van de afzonderlijke ophaal, hetzij van composteerbare produkten (vochtige produkten), hetzij van recycleerbare afval (droge produkten) afkomstig van gezinnen;

3° de organisatie door de gemeente, ten minste viermaal per jaar, van een ophaal van bijzondere afvalstoffen op haar grondgebied, behalve wanneer de globale kosten van die dienst door het Waalse Gewest gedragen worden;

4° de oprichting door de gemeente van een systeem dat de landbouwafval (plastic, verpakkingen van fytofarmaceutische produkten en van ongebruikte fytofarmaceutische produkten) regelmatig kan opvangen, op voorwaarde dat de gemeente alles in het werk stelt om voor de valorisatie-materie van die afval te zorgen;

5° de organisatie door de gemeente, ten minste viermaal per jaar, van een ophaal van grof huisvuil op heel haar grondgebied;

6° de uitvoering door de gemeente overeenkomstig een door de « Office » goedgekeurd plan van de overigens niet-gesubsidieerde rehabilitatie van een verontreinigende site;

7° de organisatie door de gemeente, ten minste éénmaal per jaar, van een dag om de bevolking gevoelig te maken voor de afvalproblematiek en de initiatieven van de gemeente, de intercommunale en het gewest, die in het kader van de gewestelijke bewustmakingsweek past, of de organisatie door de gemeente van bewustmakingsdagen in de scholen;

8° de organisatie door de gemeente van een systeem voor de valorisatie van afvalstoffen afkomstig van het onderhoud van de overigens niet-gesubsidieerde parken en tuinen of de toetreding tot een dergelijk systeem beheerd door de intercommunale binnen wier ambtsgebied de gemeente zich bevindt;

9° de oprichting door de gemeente van een stortplaats van klasse 3 op haar grondgebied of haar toetreding tot een net van stortplaatsen van klasse 3 beheerd door of op initiatief van de afvalbehandelingsintercommunale binnen wier ambtsgebied de gemeente zich bevindt.

Om de korting te kunnen genieten wordt de gemeente ertoe gehouden de bevolking over de voorgestelde diensten in te lichten.

Art. 3. De intercommunales die een centrum van huisvuilbehandeling exploiteren, genieten overeenkomstig het Plan een jaarlijkse korting op de netto-opbrengst van de huisvuilbelasting indien zij voldoen aan al de volgende voorwaarden :

1° het bijhouden van een specifieke boekhouding die op 1 januari 1994 in werking treedt en waarbij de kosten van de eventuele ophaal-, overdracht-, sorteer-, verbrandings- en stortingsverrichtingen afzonderlijk berekend kunnen worden;

2° de weerslag van de behandelingskosten naar rata van de inwoners voor de vaste kosten en van de tonnenmaten voor de variabele kosten;

3° het ten laste nemen door de intercommunale van de jaarlijkse lasten van de aflossing aangaande het niet-gesubsidieerde deel van de globale investeringen die betrekking hebben op het behandelingscentrum;

4° de door de intercommunale aangegane verplichting de in 3° bedoelde jaarlijkse aflossingslasten niet af te wentelen op de gemeentebelastingen en dat naar rata van het bedrag van de korting.

Art. 4. Met ingang van het aanslagjaar 1994 is het bedrag van de in artikel 2 bedoelde korting gelijk aan het bedrag van de door de gemeente werkelijk gedragen en behoorlijk verantwoorde kosten. Het mag echter niet groter zijn dan 50 % van het bedrag van de jaarlijkse opbrengst van de op het grondgebied van de gemeente geïnde huisvuilbelasting. De korting bedraagt maximum 50 % van het restorneerbaar bedrag voor de dekking van de door de gemeente werkelijk gedragen kosten met het oog op de vervulling van de in artikel 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 7° en 8° bedoelde voorwaarden en maximum 50 % van het restorneerbaar bedrag voor de dekking van de door de gemeente werkelijk gedragen kosten met het oog op de vervulling van de in artikel 2, 6° en 9° bedoelde voorwaarden.

Art. 5. Het bedrag van de in artikel 3 bedoelde korting is gelijk aan de werkelijke lasten van de aflossing van het niet-gesubsidieerde deel van de investeringen betreffende de huisvuilbehandeling, maar mag niet groter zijn dan 50 % van het totaal bedrag van de netto-opbrengst van de huisvuilbelasting geïnd op het grondgebied van alle door de intercommunale bediende gemeenten.

Art. 6. Alvorens de kortingsaanvraag in te dienen, sluit de gemeente met de Minister een met het model van bijlage I overeenstemmende overeenkomst waarbij zij zich ertoe verplicht tot het verstrijken van het plan aan één of meer dan één van de in artikel 2 bedoelde voorwaarden te voldoen.

Alvorens de kortingsaanvraag in te dienen, sluit de intercommunale met de Minister een met het model van bijlage II overeenstemmende overeenkomst waarin zij al haar investeringsontwerpen tot het verstrijken van het plan voorlegt en waarbij zij zich ertoe verplicht de in artikel 3 bedoelde voorwaarden tot het verstrijken van het plan in acht te nemen.

Art. 7. § 1. De kortingsaanvraag wordt in de loop van het eerste kwartaal van het jaar volgend op het aanslagjaar bij de Minister ingediend.

§ 2. De Minister staat de korting toe vóór 30 december van het jaar volgend op het aanslagjaar, aan de hand van het door de leidinggevende ambtenaar van de « Office » opgemaakte verslag over de goede uitvoering van de overeenkomst, het vervullen van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde voorwaarden en de inachtneming door de gemeente van de regels inzake overheidsopdrachten.

Wanneer de Minister weigert de korting toe te staan, mag bij de Waalse Regering een klacht worden ingediend met het oog op een nieuw onderzoek van de aanvraag.

De klacht wordt op straffe van nietigheid per aangetekende brief bij de Waalse Regering ingediend binnen een termijn van twintig dagen met ingang van de bekendmaking van de weigering.

De Waalse regering beslist binnen een termijn van hoogstens negentig dagen vanaf het verstrijken van de termijn waarin de klacht kon worden ingediend.

Art. 8. De kortingen komen ten laste van de begroting van de « Office ».

Het jaarlijks totaal bedrag van de krachtens dit besluit toegestane kortingen mag dat van de jaarlijkse netto-opbrengst van de belasting niet overschrijden.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de korting toegestaan op de belasting op het huisvuil wordt opgeheven, behalve wat betreft de korting voor de aanslagjaren 1992 en 1993.

De gemeenten die echter een korting voor de aanslagjaren 1992 en 1993 wensen te genieten, zijn verplicht :
1° al naar gelang het geval een met het model van bijlage I of II overeenstemmende overeenkomst te sluiten;
2° hun kortingsaanvraag voor het aanslagjaar 1992 uiterlijk op 30 september 1993 in te dienen of in te vullen.

Art. 10. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juni 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage I

Overeenkomst tussen het Waalse Gewest en de gemeenten over het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 betreffende het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting (hierna « het besluit » genoemd);

tussen enerzijds,
het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer G. Lutgen, Minister van Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, kantoorhoudende de Meeûssquare 35, te 1040 Brussel,

hierna « het Gewest » genoemd,
en anderzijds,

De gemeente van....., handelende bij beslissing van haar gemeenteraad en vertegenwoordigd door de heer/Mevr., burgemeester, en de heer/Mevr., gemeentesecretaris, Gemeentehuis van en te

hierna « de gemeente » genoemd,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Refertes van de gemeente :

Volledig adres :

Telefoon :

Bankrekeningnr. :

Contactpersoon :

+ telefoon :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voorwerp

Deze overeenkomst heeft als doel :

— enerzijds een partnerschap tussen de gemeente en het Waalse Gewest tot stand te brengen met het oog op de toepassing van het « Plan wallon des Déchets » goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 tot goedkeuring van het Plan 1991-1995 betreffende de voorkoming en de verwijdering van afvalstoffen in het Waalse Gewest;

— anderzijds de uit de toepassing van het besluit voortvloeiende respectievelijke rechten en verplichtingen van de partijen vast te leggen.

Art. 2. Geldigheidsduur

Die overeenkomst treedt in werking op de dag van haar ondertekening en eindigt met het verstrijken van het « Plan wallon des Déchets 1991-1995 », uiterlijk op 31 december 1995.

HOOFDSTUK II. — Rechten en verplichtingen van de partijen**Art. 3. Algemeenheden**

De gemeente verplicht zich ertoe alle nodige middelen en inspanningen aan de dag te leggen om bij te dragen tot de uitvoering van het « Plan wallon des Déchets » wat betreft de verrichtingen waarmee zij uitdrukkelijk belast is.

Het publiek wordt omstandig en regelmatig op de hoogte gebracht van de door de gemeente uitgevoerde milieuverrichtingen.

Art. 4.

1° Hierbij verklaart de gemeente sinds 1 januari 1993 de volgende verrichtingen (+ wettelijke referenties) van de in artikel 2 van het besluit bedoelde verrichtingen te hebben uitgevoerd :

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)
- 8)
- 9)

2° De gemeente kiest bovendien onder de in artikel 2 bedoelde verrichtingen degenen die zij wenst uit te voeren zolang de overeenkomst lopende is.

Het gaat om de volgende verrichtingen (+ wettelijke referenties) :

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)
- 8)
- 9)

De gemeente verplicht zich ertoe die verrichtingen te blijven uitvoeren zolang de overeenkomst lopende is. Eenmaal per jaar kan ze een aanhangsel voorstellen waarvan de noodzaak voortkomt uit de beslissing verrichtingen uit te voeren die niet gepland zijn bij de ondertekening van de overeenkomst.

Art. 5. Om de korting te kunnen genieten, moet de gemeente jaarlijks de volgende inlichtingen mededelen :

A. Containerparken :

A.I. Indien de gemeente het of de park(en) beheert (*) :

- 1) openingsdatum van het of de park(en);
- 2) juiste aard van de opgevangen produkten;
- 3) werkingsregeling (openingsuren, onthaal van de bevolking, ...);
- 4) waarde van de totale investering en tegemoetkoming van de gemeente in die investering;
- 5) balans per containerpark met vermelding van het bedrag van de uit de exploitatie voortvloeiende kosten en ontvangsten;
- 6) massa-materieoverzicht per park en bewijsstukken betreffende de valorisatie-materie die verwezenlijkt moet worden door de opgehaalde afvalstoffen rechtstreeks of onrechtstreeks aan een beroepsophaler af te staan.

A.II. Indien het of de park(en) beheerd wordt/worden door verschillende gemeenten die verenigd zijn in het kader van een overeenkomst :

- 1) openingsdatum van het of de park(en);
- 2) juiste aard van de opgevangen produkten;
- 3) werkingsregeling (openingsuren, onthaal van de bevolking, ...);
- 4) waarde van de totale investering en tegemoetkoming van de gemeente in die investering;
- 5) balans per containerpark met vermelding van het bedrag van de uit de exploitatie voortvloeiende kosten en ontvangsten;
- 6) massa-materieoverzicht per park en bewijsstukken betreffende de valorisatie-materie die verwezenlijkt moet worden door de opgehaalde afvalstoffen rechtstreeks of onrechtstreeks aan een beroepsophaler af te staan;
- 7) een afschrift van de overeenkomst;
- 8) verdeelwijze van de door iedere gemeente te dragen lasten.

A.III. Indien het of de park(en) door een intercommunale beheerd wordt/worden :

- 1) openingsdatum van het of de park(en);
- 2) juiste aard van de opgevangen produkten;
- 3) werkingsregeling (openingsuren, onthaal van de bevolking, ...);
- 4) waarde van de totale investering en tegemoetkoming van de gemeente in die investering; en in voorkomend geval;
- 5) een afschrift van de met de intercommunale aangegane overeenkomst;
- 6) een economisch overzicht van de kosten en ontvangsten voortvloeiende uit de exploitatie van alle door de intercommunale beheerde containerparknetten;
- 7) een massa-materieoverzicht per containerpark alsook bewijsstukken betreffende de valorisatie-materie.

N.B. (*) Gelieve de overeenstemmende formule te kiezen : A.I., A.II. of A.III.

- B. Afzonderlijke ophaal — Ophaal van bijzondere afvalstoffen :
- 1) Verantwoordingsstukken van de gedragen kosten (personeel, werking,...);
 - 2) Bewijsstukken betreffende de valorisatie-materie en beschrijving van de processen.
- C. Landbouwafval :
- 1) Verantwoordingsstukken van de gedragen kosten (personeel, werking,...);
 - 2) Beschrijving van de valorisatieprocessen;
 - 3) Massa-materieoverzicht : opgehaalde tonnenmaten — gevaloriseerde tonnenmaten;
 - 4) Bewijsstukken betreffende de valorisatie-materie.
- D. Grof huisvuil :
- 1) Verantwoordingsstukken van de gedragen kosten (personeel, werking,...);
 - 2) Bewijs van de 4 vereiste jaarlijkse ophalingen (facturen van de storting).
- N.B. De faktuur voor de 4 ophalingen mag per inwoner niet meer dan 90 F per jaar bedragen. Dat bedrag is vatbaar voor herziening.
- E. Rehabilitatieplan — Rehabilitatie :
- 1) Rehabilitatieplan;
 - 2) Bewijsstukken van de gedragen kosten (personeel, hydrogeologisch onderzoek, topografisch overzicht, werkzaamheden,...);
 - 3) Bewijs van de goedkeuring en de uitvoering van het plan;
 - 4) Bewijs van de reglementaire maatregelen genomen om een einde te maken aan sluikstorten op het grondgebied van de gemeente.
- F. Stortplaatsen van klasse 3 :
- 1) Verantwoordingsstukken van de gedragen kosten (vestigingswerken, onderzoekskosten, ...);
 - 2) Bewijsstukken van het beheer van een stortplaats van klasse 3 of van de toetreding tot een net van stortplaatsen van klasse 3.
- G. Afval van parken en tuinen :
- 1) Verantwoordingsstukken van de gedragen kosten;
 - 2) Beschrijving van de processen;
 - 3) Verwerkte hoeveelheden.
- H. Informatie van de bevolking :
- 1) Verantwoordingsstukken van de gedragen kosten;
 - 2) Bewijs van de toegepaste bekendmakingsprocédés en van de inhoud ervan;
 - 3) Bekendmakingsfrequentie;
 - 4) Percentage van de ingelichte bevolking;
 - 5) Bewijs van de bekendmaking van het gemeentelijke plan voor afvalbehandeling.
- Art. 6. Behalve de in artikel 5 bedoelde inlichtingen moet de gemeente jaarlijks een lijst voorleggen met alle tegemoetkomingen (toelagen GC, subsidies, ...) die het Waalse Gewest haar inzake leefmilieu heeft toegekend. Opge maakt in exemplaren, waarbij elke partij verklaart het zijne te hebben ontvangen...
- De
 Voor de gemeente, Voor het Waalse Gewest,
 De burgemeester, G. LUTGEN,
Minister van Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.
- De gemeentesecretaris,
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 betreffende het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting.

De Voorzitter van de Waalse Regering,
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
 G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Bijlage II

Overeenkomst tussen het Waalse Gewest en de intercommunales over het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 betreffende het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting (hierna « het besluit » genoemd);
 tussen enerzijds,
 het Waalse Gewest vertegenwoordigd door de heer G. Lutgen, Minister van Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, kantoorhoudende de Meeùsquare 35, te 1040 Brussel,
 hierna « het Gewest » genoemd,
 en anderzijds,
 de intercommunale vertegenwoordigd door de heer/Mevr., voorzitter, handelende bij beslissing van de raad van bestuur van.....,
 hierna « de intercommunale » genoemd,
 wordt het volgende overeengekomen :

Refertes van de intercommunale :

Volledig adres :

Telefoon :

Bankrekeningnr. :

Contactpersoon :

+ telefoon :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voorwerp

Deze overeenkomst heeft tot doel :

- enerzijds een partnerschap tussen de intercommunale en het Waalse Gewest tot stand te brengen met het oog op de toepassing van het « Plan wallon des Déchets » goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 tot goedkeuring van het Plan 1991-1995 betreffende de voorkoming en de verwijdering van afvalstoffen in het Waalse Gewest;
- anderzijds de uit de uitvoering van het besluit voortvloeiende respectievelijke rechten en verplichtingen van de partijen vast te leggen.

Art. 2. Geldigheidsduur

De overeenkomst treedt in werking op de dag van haar ondertekening en eindigt met het verstrijken van het « Plan wallon des Déchets 1991-1995 » uiterlijk op 31 december 1995.

HOOFDSTUK II. — *Rechten en verplichtingen van de partijen*

Art. 3. Algemeenheden

De intercommunale verplicht zich ertoe alle nodige middelen en inspanningen aan de dag te leggen om bij te dragen tot de uitvoering van het « Plan wallon des Déchets ».

Om te voldoen aan de eisen van de bevolking en aan de doelstellingen inzake afvalvoorkoming, -recycling en -behandeling, bepaalt de intercommunale haar eigen afvalbeleid. Dat beleid bevat de uit deze overeenkomst voortvloeiende verbintenissen. Het wordt goedgekeurd bij een beraadslaging van de raad van bestuur. Het proces-verbaal van die beraadslaging wordt als bijlage bij deze overeenkomst gevoegd en wordt aan de overheid van de verenigde gemeenten medegedeeld.

Art. 4. De intercommunale verbindt zich ertoe alle in artikel 3 van het besluit bedoelde voorwaarden vanaf 1 januari 199... tot het verstrijken van deze overeenkomst in acht te nemen.

Het genot van de korting voor het aanslagjaar 1992 is afhankelijk van de bovenvermelde verbintenis.

Art. 5. Om de korting te kunnen genieten moet de intercommunale jaarlijks de volgende inlichtingen mededelen :

1° een exploitatierekening met de afzonderlijke bedragen van de kosten voortvloeiende uit de in artikel 3, 1°, van het besluit bedoelde verrichtingen;

2° een afschrift van de beraadslaging van de raad van beheer aan de gemeenten omtrent de regeling van de facturering van de behandelingskosten naar rata van de inwoners voor de vaste kosten en van de tonnenmaten voor de variabele kosten, op voorwaarde dat de variabele kosten op zijn minst de volgende kosten dekken :

- verbruiksposten : elektriciteit, water, stookolie, telefoon, post, klein materieel en werktuigen, ...;
- personeelskosten : lonen, sociale zekerheid, onderhoudskosten, ...;
- kosten voor belangrijke herstellingen van de behandelingsinstallaties;
- verwijderingskosten van de behandelingsresidu's;

3° het bewijs van de door de intercommunale gedragen jaarlijkse lasten voor de aflossing van het niet-gesubsidieerde deel van de globale investeringen betreffende het behandelingscentrum en het bewijs dat die lasten niet naar rata van de verkregen korting op de gemeentebelastingen werden afgewenteld;

4° een door de boekhoudingsrevisor goedgekeurd verslag dat op basis van de eindrekening van die investeringen de volgende elementen bevat :

- de waarde van het/de door het Waalse Gewest gesubsidieerde goed/goederen, alsook de aard en het bedrag van de geïnde toelage(n);
- de residuwaarde van het niet-gesubsidieerde deel op 31 december van het jaar voorafgaande aan het jaar van de kortingsaanvraag.

Dat verslag bewijst dat :

— de minimumduur van de aflossing voor de elektromechanica en de burgerlijke bouwkunde respectievelijk vijftien en twintig jaar is :

— het bedrag van de voorzieningen voor herstellingen die voor de korting in aanmerking komen, niet groter is dan 2 % van het niet-gesubsidieerde deel van de elektromechanische delen en dan 0,5 % van het niet-gesubsidieerde deel van de bouwkundige delen;

5° een jaarlijks overzicht van de door de intercommunale in het kader van deze overeenkomst verrichte investeringen en handelingen, alsmede een nota ter verantwoording van de geplande investeringen en handelingen die niet verricht werden.

Opgemaakt in exemplaren, waarbij elke partij verklaart het zijne te hebben ontvangen.

De

Voor de intercommunale,

De voorzitter,

De secretaris,

Voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN,

Minister van Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 betreffende het toestaan van de korting op de huisvuilbelasting.

De Voorzitter van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN